

**LETTRE OUVERTE DES PROFESSIONNELS DE LA FILIERE ELEVAGE ET VIANDES FRANCAISE  
A EMMANUEL MACRON**

**« Pour sauver notre élevage, nos territoires, notre environnement, nous mènerons un combat sans relâche contre l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Et nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de le mener à nos côtés. »**

---

Monsieur le Président de la République,

Nous sommes résolument ouverts au monde et refusons toute forme de repli sur soi. Nous sommes fiers de nos savoir-faire, de nos produits et souhaitons les exporter, pour contribuer au rayonnement de notre pays.

Nous croyons aux atouts du commerce et en acceptons les règles. A une condition : que ce commerce soit juste.

Qu'il soit équitable. Qu'il ne mette pas en péril notre modèle de société. Qu'il ne nuise pas à notre planète. Qu'il ne mette pas en danger notre santé. Surtout : qu'il ne trahisse pas la confiance de nos consommateurs. Et qu'il ne se fasse pas dans le dos des citoyens.

Alors, nous nous battons de toutes nos forces contre le nouvel accord de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud, membres du Mercosur, que la Commission européenne voudrait nous imposer.

Nous dénoncerons sans relâche le déni de démocratie avec lequel ces négociations sont menées.

Nous condamnerons avec fermeté l'attitude de la Commission qui, aveuglément, court vers un accord « à tout prix » dans une course effrénée. En dépit du scandale alimentaire sans précédent qui, récemment, a secoué le Brésil où un vaste réseau de commercialisation de viandes avariées, impliquant services de l'Etat et géants industriels du secteur, a été démantelé.

En dépit de la détresse dans laquelle se trouvent plusieurs milliers d'éleveurs, dans notre pays. En dépit des services que ces professionnels rendent, chaque jour, aux populations et aux territoires. Des efforts qu'ils réalisent pour produire dans des conditions toujours plus respectueuses des animaux, de l'environnement.

Et nous clamerons haut et fort notre volonté de préserver ce modèle. De le faire progresser.

Nous le brandirons comme un bouclier, face au danger d'une arrivée massive, en France, de viandes issues de bovins peu ou pas protégés, au sein de systèmes de production peu ou pas réglementés, largement responsables de la déforestation du continent sud-américain.

Nous mènerons ce combat. Et nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de le mener à nos côtés.

Dominique LANGLOIS,



Président d'INTERBEV